

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SWISSLIFE BANQUE PRIVÉE**

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 37 902 080 €

Siège social : 7, place Vendôme – 75001 PARIS

382 490 001 R.C.S. Paris

**Documents comptables approuvés par l'assemblée générale du 27 mai 2019****A. – Comptes sociaux publiables au 31 décembre 2018****I. – Bilan**

(En euros.)

<b>Actif</b>	<b>Amortissements et provisions</b>	<b>31/12/2018 Total</b>	<b>31/12/2017 Total</b>
Opérations interbancaires et assimilées			
Caisse, Banques centrales, CCP		424 393 592	465 180 592
Effets publics et effets assimilés			
Créances sur les établissements de crédit		114 203 059	125 363 829
Total opérations interbancaires et assimilées		538 596 650	590 544 421
Opérations avec la clientèle	592 388	695 615 139	574 678 748
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Opérations sur titres			
Obligations et autres titres à revenu fixe		104 891	
Actions et autres titres à revenu variable	44 206	100 006 442	104 171 588
Total opérations sur titres		100 111 333	104 171 588
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille		272 098	126 541
Participations et parts dans les entreprises liées		10 811 375	10 811 375
Parts dans les entreprises mises en équivalence			
Total participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme		11 083 474	10 937 917
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations corporelles	3 035 119	3 248 410	1 200 501
Immobilisations incorporelles	10 046 951	14 701 339	16 361 628
Total immobilisations corporelles et incorporelles	13 082 070	17 949 749	17 562 129
Ecarts d'acquisition			
Comptes de régularisation et actifs divers			
Autres actifs	94 405	32 154 470	21 106 261
Comptes de régularisation		14 072 477	19 422 500
Total comptes de régularisation et actifs divers		46 226 947	40 528 761
Total actif	13 813 069	1 409 583 293	1 338 423 564

<b>Passif</b>	<b>31/12/2018 Total</b>	<b>31/12/2017 Total</b>
Opérations interbancaires et assimilées		
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	85 010	132 163
Total opérations interbancaires et assimilées	85 010	132 163
Opérations avec la clientèle	1 284 289 688	1 159 029 156
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	0	0
Emprunts interbancaires		
Autres dettes représentées par un titre		
Total dettes représentées par un titre	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers		
Autres passifs	10 138 987	71 386 661
Comptes de régularisation	20 385 402	25 951 328
Total comptes de régularisation et passifs divers	30 524 388	97 337 989
Ecarts d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	1 282 018	1 148 022
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux	378 674	378 674
Capitaux propres (part du groupe)		
Capital	37 902 080	37 902 080
Primes d'émission	19 834 929	19 834 929
Réserves	8 229 852	5 777 304
Report à nouveau	10 285 160	10 938 651
Résultat	16 771 495	5 944 597
Total capitaux propres (part du groupe)	93 023 516	80 397 561
Total passif	1 409 583 293	1 338 423 564

<b>Hors Bilan</b>	<b>31/12/2018 Total</b>	<b>31/12/2017 Total</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	48 418 350	27 152 547
Total engagements de financement	48 418 350	27 152 547
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédits		
Engagements d'ordre de la clientèle	20 851 017	22 085 494
Total engagements de garantie	20 851 017	22 085 494
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Total engagements sur titres		
Total engagements donnés	69 269 367	49 238 041
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Total engagements de financement		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédits		
Engagements reçus de la clientèle	742 105 426	609 513 951
Total engagements de garantie	742 105 426	609 513 951
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		
Total engagements sur titres		
Total engagements reçus	742 105 426	609 513 951

**II. – Compte de résultat**

(En euros.)

	<b>31/12/2018 Total</b>	<b>31/12/2017 Total</b>
Produits nets d'intérêts et assimilés		
Intérêts et produits assimilés	11 351 648	10 259 589
Intérêts et charges assimilées	-2 208 759	-2 833 554
Revenus des titres à revenu variable	12 923 034	11 556
Total produits nets d'intérêts et assimilés	22 065 922	7 437 591
Commissions nettes	30 851 862	35 019 174
Produits nets sur opérations du portefeuille de négociation	121 933	26 267
Produits nets sur opérations du portefeuille de placement et assimilés	-976 393	-653 711
Autres produits et charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation bancaire	1 998 122	3 276 740
Autres charges d'exploitation bancaire		
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 998 122	3 276 740
Produit net bancaire	54 061 446	45 106 062
Charges générales d'exploitation	-32 308 903	-34 978 708
Frais de personnel	-18 779 743	-21 865 908
Autres frais administratifs	-13 529 160	-13 112 800
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 233 937	-2 095 062
Résultat brut d'exploitation	19 518 607	8 032 291
Coût du risque	-255 643	-180 706
Résultat d'exploitation	19 262 964	7 851 585
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence		
Produits nets sur actifs immobilisés	-3 482	24 000
Résultat courant avant impôt	19 259 481	7 875 585
Résultat net exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	-2 487 986	-1 930 988
Amortissements des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux		
Résultat net	16 771 495	5 944 597

**III. – Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2018****A. – Faits marquants de l'exercice 2018*****Une dynamique commerciale très soutenue***

La collecte nette de l'exercice s'est avérée largement positive, à 559,2 M€, mais un effet marché fortement négatif de -0,7 M€ ramène les AuM à 4 887 M€ contre 5 039 M€ à la fin de l'exercice précédent.

La dynamique commerciale des banquiers privés ne se dément pas avec une collecte nette en 2018 de 128,1 M€. Durant cet exercice, aucun canal de distribution n'affiche une décollecte nette négative.

En matière de crédits, l'objectif d'une production de 46 M€ sur l'exercice a été atteint fin septembre, avec des marges conformes voire supérieures au budget. Au final, la production nette de l'exercice s'est élevée à 110 M€.

***Un PNB supérieur au budget***

Du fait d'un très bon premier semestre, et malgré des conditions de marchés difficiles notamment au quatrième trimestre, la banque a réussi à surperformer son budget en matière de PNB. Celui-ci s'établit à 54,1 M€ pour un budget 2018 à 50,1 M€. Le niveau élevé des activités d'intermédiation financière (courtage) y est pour beaucoup. Les autres activités se tenant dans une fourchette de +/- 10 % par rapport à leur budget.

**Réalisation du projet « Vendôme »**

Le projet baptisé « projet Vendôme » visant à rationaliser les locaux, les rénover et créer des open spaces dans le cadre du projet plus global du groupe SwissLife intitulé « digital work place », a été lancé en début d'année et s'est achevé fin décembre dans les délais et les budgets prévus. Il a permis de libérer un étage qui a été sous-loué dès le début 2019.

**Création de la direction de la transformation**

En 2018, une direction de la transformation sous la direction de Natacha Moinard a été créée avec pour mission le pilotage des projets de transformation de la Banque en lien étroit avec les directions métiers de SLBP, l'encadrement de l'équipe Projets MOA. Cette direction doit contribuer à développer la transversalité avec le Groupe SwissLife et accompagnera les équipes dans la transformation de l'entreprise, notamment vers le digital.

**Mise en production de l'outil réglementaire et release Avaloq**

Après plusieurs années de projet, l'outil de reporting réglementaire a été mis en production au quatrième trimestre 2018, les principaux reportings ayant été automatisés.

Par ailleurs, la banque a procédé avec succès à la montée de version de son outil de core banking Avaloq avec succès. Cette montée de version ayant lieu une fois tous les deux ans elle constitue un projet en soi et une obligation technique indispensable pour la banque.

**Evènements postérieurs à la clôture**

En application de l'article L. 232-1 et NEP 560, lors d'un Conseil de Surveillance tenu le 21 février 2019, il a été annoncé le départ prochain de la Directrice Générale de la filiale SwissLife Gestion Privée. Aucun autre évènement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date du présent rapport soit le 26 mars 2019

**B. – Note sur les principes et méthodes comptables**

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018 sont établis selon les règles applicables en France et résultant :

- du Code de Commerce (Loi du 30 avril 1983) ;
- du Plan Comptable des établissements de crédit.

**Principes généraux**

Au terme de l'article L-123 du Code de Commerce, les comptes annuels ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation en vigueur et plus particulièrement ceux de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes, de prudence, d'indépendance des exercices, en vue d'assurer régularité et sincérité et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

SwissLife Banque Privée est société mère d'un groupe constitué par elle-même, elle détient 100 % de sa filiale SwissLife Gestion Privée. Des comptes consolidés sont produits par ailleurs.

**Principes spécifiques**

Les comptes annuels de la banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ils sont présentés conformément aux dispositions du chapitre 2 du-dit règlement.

**1) Conversion des opérations libellées en devises**

Les créances et les dettes figurant au bilan sont évaluées au taux de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au jour le jour.

**2) Le portefeuille-titres**

Classés dans le bilan en "titres à revenu fixe" et "titres à revenu variable", les titres sont comptabilisés et évalués suivant trois catégories : transaction, placement et investissement, selon le règlement ANC 2014-07.

*\* Les titres de transaction (ou en juste valeur par le résultat)*

Sont classés en titres de transaction dès lors qu'à l'origine l'établissement a l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme, ou qu'ils sont détenus par un établissement mainteneur du marché.

Dans la très grande majorité des cas, sont classés dans cette catégorie les positions issues d'erreurs dans l'exécution ou la gestion des comptes et ordres de bourse de la clientèle dans l'attente d'un dénouement qui intervient dans les jours suivants.

*\* Les titres de placement (ou disponibles à la vente)*

Sont classés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de revenu direct ou de plus-value. Ils regroupent les valeurs mobilières, en particulier les parts d'OPCVM, et les titres de créances négociables.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur coût d'achat frais exclus.

A la clôture d'exercice, s'ils sont cotés, ces titres sont évalués sur la base du dernier cours connu, et dans le cas contraire, d'après leur valeur probable de négociation. Les parts d'OPCVM font l'objet d'une évaluation d'après leur dernière valeur liquidative connue et les éventuelles plus-values ne sont pas comptabilisées mais fiscalement réintégrées.

Seules les moins-values pour dépréciation sont constatées et enregistrées en compte de charges.

*\* Les titres d'investissement (ou titres conservés jusqu'à l'échéance)*

Le critère unique et nécessaire est l'intention manifeste de détenir des titres jusqu'à l'échéance assorti de l'obligation de justifier de la capacité financière nécessaire pour les financer jusqu'à l'échéance.

Les principes d'évaluation des titres d'investissement demeurent inchangés. L'amortissement des primes et décotes se calcule désormais de façon actuarielle.

### 3) Titres de filiales

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition et sont évalués à leur valeur d'usage, c'est-à-dire en fonction de l'utilité qu'ils procurent à son détenteur et non de sa valeur marchande ou valeur vénale. Leur prix de revient intègre les droits d'enregistrement payés pour leur acquisition.

Conformément à l'article 2352-6 du règlement ANC 2014-07 et des autres textes de référence, la valeur d'utilité peut s'apprécier de trois façons :

- un critère objectif de rentabilité et de capitaux propres. Dans cette hypothèse, la situation nette de SwissLife Gestion Privée est à la clôture de l'exercice de 17,9 M€ incluant 12,6 M€ d'actifs incorporels pour une valeur inscrite au bilan de 10,8 M€ dans les comptes de SwissLife Banque Privée. Un test de dépréciation est mis en œuvre chaque année. Afin d'uniformiser les méthodes de traitement de la totalité des fonds de commerce SLBP / SLGP / Prigest, SwissLife Banque Privée et sa filiale SwissLife Gestion Privée il a été procédé à un calcul de DCF pour chaque fonds de commerce tel que préconisé par le règlement ANC 2015-06. Au 31 décembre 2018, la valeur résultant de ce test est supérieur à la valeur inscrite au bilan social de la banque. Ce calcul appliqué aux fonds de commerce de SwissLife Gestion Privée ne change pas la situation nette de la société.
- éléments subjectifs : une banque privée ne peut décemment pas se passer d'une société de gestion. L'offre de gestion sous mandat en titres vifs ou en multigestion alliée à la gamme complète d'OPCVM que propose maintenant SwissLife Gestion Privée permet d'affirmer l'utilité et l'importance de cette filiale dans le business modèle de la banque.

Pour ces raisons, aucune dépréciation des titres SwissLife Gestion Privée n'est nécessaire ni envisagée.

### 4) Immobilisations

#### 4.1) Fonds de commerce

Le poste "fonds de commerce" résulte d'une part de l'apport par VIEL & Cie à SwissLife Banque Privée des activités de banque privée de Banque Privée Fideuram Wargny le premier septembre 2007 pour un montant de 4 816 K€, et d'autre part de l'acquisition du fonds de commerce de la société Arpège Finances le 1<sup>er</sup> septembre 2008 pour un montant de 5 414 K€. Ce fonds de commerce (Vendôme) est principalement composé de la clientèle de ces activités à la date de l'apport, notamment de tous les contrats, conventions de comptes et conventions accessoires à ces conventions, et passifs associés à ces clients, ainsi que des baux, droits de propriété industrielle et contrats d'assurance liés à ces activités.

La banque, à partir de l'exercice 2016, a changé les modalités d'évaluation des fonds de commerce abandonnant les modalités retenues lors de l'acquisition des fonds de Banque Privée Fideuram Wargny et d'Arpège Finances et de la société de gestion Prigest au profit de celle préconisée par le règlement ANC 2015-06 basée sur les DCF. Le cas échéant, une provision sera passée si cette valeur est inférieure à l'ensemble constitué de la valeur nette du portefeuille de la clientèle privée et du goodwill, soit 10,5 M€. Les dotations aux amortissements ou aux provisions pour dépréciation sont exclues de l'assiette de l'impôt et ont une incidence complète en résultat net.

Cette valorisation sera effectuée tous les ans et si elle est supérieure à la valeur nette de l'actif dans les années à venir, aucune reprise de provision pour dépréciation antérieurement dotée ne pourra être comptabilisée. Si elle est inférieure, une dotation sera effectuée.

Les droits d'enregistrement sont intégrés au prix de revient du fonds de commerce.

#### Sur l'impairment test SLBP :

Conformément à ce que préconise le règlement ANC 2015-06 Art 214-6, une évaluation sur la valeur d'usage a été pratiquée pour chacun des fonds de commerce et comparée à son coût historique. Notons que ce coût historique peut avoir une valeur différente dans les comptes sociaux et consolidés. Dans le cadre de l'appréciation de la valeur d'utilité de la filiale SwissLife Gestion Privée, la valeur d'usage de chacun des fonds de commerce a été comparée à sa valeur dans les comptes sociaux.

Cette évaluation de la valeur d'usage par les DCF (règlement ANC 2015-06 Art 214-6) est basée sur les flux de trésorerie. Ces flux de trésorerie sont établis pour chacune des activités concernées par les différents fonds de commerce par les revenus qu'ils génèrent individuellement diminués ainsi des charges affectées à ce fonds de commerce en 2018, au MTP de 2019 jusqu'en 2021, puis actualisé à l'infini. Il n'est pas pris en compte une sortie de l'actif à l'issue des 10 ans. Le taux d'actualisation retenu lors du précédent impairment test avait été calé sur celui du groupe à 9,30 % sur le résultat avant impôts.

Trois fonds de commerce sont inscrits dans les comptes sociaux.

Le fonds de commerce SLGP est constitué de l'en-cours des mandats de gestion en comptes titres ou contrats d'assurance-vie, avenants de réorientation de l'épargne, comptes sous mandat de conseil et des OPCVM. Il ne tient pas compte des actifs issus de l'achat de la société PRIGEST, dont le fonds de commerce résultant de la transmission universelle de patrimoine est évalué séparément.

L'entité SLBP sociale doit être retraitée du métier de la TCC, dont le périmètre des revenus est identifié dans le MTP par le courtage et la conservation de SLAP (fonds € et UC) et SLAM, ainsi que la marge d'intérêts de la trésorerie. Ce traitement permet de déterminer le résultat avant impôt du fonds de commerce « Vendôme ».

La valeur ainsi calculée étant supérieure à celle inscrite au bilan, aucune provision n'a été constituée.

Toutes les valeurs d'usage ainsi déterminées sont supérieures à leur coût historique dans les comptes sociaux. Aucune dépréciation n'a été constituée ni au titre de la valeur d'utilité de SwissLife Gestion Privée dans les comptes sociaux de SwissLife Banque Privée, ni au titre du fonds de commerce historique de la banque.

#### *4.2) Immobilisations amortissables*

Elles figurent à l'actif au coût historique, diminuées des amortissements cumulés, calculées sur la durée de vie estimée des biens concernés, selon le mode linéaire. Les taux utilisés sont les suivants :

Agencements	De 12,50 à 20 %
Mobiliers	De 10 à 20 %
Machines et Matériels de bureau	De 20 à 33,33 %
Logiciels	De 33 à 100 %
Progiciels informatiques	De 10 à 20 %

Une dotation exceptionnelle est comptabilisée lorsque la durée d'usage d'une immobilisation est inférieure à sa durée d'amortissement.

#### *4.3) Logiciels et activation de coûts internes*

Les coûts de développement sont comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels. Selon l'article 1224-6 du règlement ANC 2014-07, ceci implique, pour l'entité, de respecter l'ensemble des critères cumulés suivants :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.

L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité. Elle doit pouvoir, en outre, évaluer de manière suffisamment fiable les avantages économiques futurs attendus, la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

## 5) Règles de provisionnement

Les charges et les produits bancaires sont comptabilisées dans l'exercice de leur rattachement. Les charges ou produits étalés sur plusieurs exercices sont comptabilisés par nature en charges à payer ou produits à recevoir.

### *Le risque crédit*

En application du règlement ANC 2014-07, la banque classe en client douteux les clients dont le débit ou les échéances de crédit sont impayés depuis plus de 90 jours lorsque ces montants dépassent 2 000 € et ne sont pas couverts par des avoirs en titres.

En principe, la totalité des crédits étant couverts par une garantie réelle (Nantissement de contrats d'assurance vie – Nantissement de portefeuille titres), les risques de crédit sont limités. Néanmoins lorsqu'une échéance est impayée, le service des engagements représente le prélèvement. En cas de second retour impayé, il relance au moyen d'une lettre recommandée avec AR.

Au troisième impayé, le compte est comptabilisé en créances douteuses, et le différentiel éventuel entre le solde résiduel du crédit – intérêts compris – et l'évaluation de la garantie est provisionnée en totalité.

Les soldes débiteurs de plus de 90 jours sont déclassées de créances saines à douteuses. Néanmoins, leur provisionnement étant individuel, si un solde débiteur est lié à des avoirs égaux ou supérieurs à cette créance, aucune créance n'est constituée.

## 6) Fonds pour risques bancaires généraux

Afin de couvrir de façon globale les risques bancaires généraux auquel la banque pourrait être exposée, un fonds a été constitué de façon préventive. Au 31 décembre 2018, il s'élève à 379 milliers d'euros.

## 7) Provisions pour risques et charges :

### *Engagements sociaux*

Ces engagements sont évalués par un cabinet d'actuariat spécialisé conformément aux dispositions correspondantes des règlements comptables applicables en France et notamment conformément à l'accord interprofessionnel du 18 mai 2009. Les engagements sociaux comptabilisés couvrent l'évaluation prospective (nette des couvertures par des contrats d'assurances) des coûts :

- des médailles du travail ;
- des indemnités de fin de carrière (IFC) et de retraites.

Le taux d'actualisation retenu pour les durées résiduelles d'activité supérieure à 10 ans correspond au taux iboxx retraité (en n'incluant que les éléments de dette senior) du 31 décembre 2018 soit 1,6509 % (contre 1,398 % pour l'exercice 2017).

La provision à la clôture 2018 s'établit à 558 660 € et a donné lieu à une dotation nette de 43 996 € au cours de l'exercice.

Le calcul de la provision a été effectué sur des données à fin novembre ; les mouvements intervenus sur la fin de l'exercice n'ont pas d'impact significatif sur le montant de l'engagement.

### *Provision pour litiges salariés*

Les litiges salariaux font l'objet d'une analyse individuelle. Une reprise nette utilisée de 60 K€ a été comptabilisée à la clôture de l'exercice 2018.

### *Autres risques*

Les litiges et contentieux sont analysés à leur naissance et sont présentés à un comité statuant sur la nécessité et le niveau de provision à constituer le cas échéant.

## 8) Engagements hors bilan et divers

### *\* Opérations sur instruments financiers à terme :*

Durant l'exercice 2018, la société n'a effectué aucune opération pour compte propre sur les marchés à terme.

## 9) Comptabilisation des commissions reçues

En application de l'article 2171-1 de l'ANC, en particulier :

- les commissions basées sur les opérations sont comptabilisées à la date de transaction ou d'émission du titre et ne font pas l'objet d'étalement. Il s'agit par exemple des commissions de mouvement sur les valeurs mobilières, les droits d'entrée sur les OPC, les commissions « up front » sur produits structurés ...



- les commissions attachées à un encours ou une période telles que « les commissions d'encours sur OPC, les commissions « on going » sur produits structurés, les droits de garde et assimilés sont étalées sur la période de référence.

### 10) Consolidation impôt sur les sociétés et intégration fiscale

Un groupe d'intégration fiscale a été créé en 2008 entre SWISSLIFE BANQUE PRIVEE et SWISSLIFE GESTION PRIVEE.

Un crédit d'impôt a été imputé sur l'impôt sur les sociétés 2018 concernant le versement à la fondation SwissLife effectué durant l'année 2018, et concernant le CICE (cf. note 18).

Le groupe SWISSLIFE BANQUE PRIVEE tel que décrit ci-dessus est consolidé par intégration globale par le groupe SWISSLIFE et par mise en équivalence par le groupe VIEL.

### 11) Changements de méthode comptable

Aucun

### 12) Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2018 le budget des commissaires aux comptes s'établit à 119 K€ H.T.

### 13) Engagements et opérations avec les entreprises liées

En application du règlement 2010.04 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement 2014-07 de l'ANC relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les dits éléments sont présentés dans les annexes suivantes au point 17.

### Notes annexes aux comptes sociaux

Note 1. – Détail du portefeuille titres au 31 décembre 2018

Destination / Nature des titres (En milliers d'euros.)	Revenu fixe	Revenu variable	Total au 31/12/2018	Total au 31/12/2017
Titres reçus en pension livrée	-	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable				
Obligations françaises cotées/Ets de crédit				
Obligations françaises cotées/Clientèle				
Créances rattachées				
Total créances à terme	0	0	0	0
Titres de transaction (1)	105	0	105	4 140
OPCVM français de capitalisation				
OPCVM étrangers de capitalisation		0	0	4 140
Actions françaises cotées				
Actions étrangères cotées				
Obligations et autres titres à revenus fixes	105		105	0
Titres de placement		100 006	100 006	100 031
OPCVM monétaires EUR français mixte non cotés		99 997	99 997	100 000
OPCVM français diversifiés non cotés				
OPCVM en devises non cotés		-		
Actions étrangères cotées		53	53	53
(-) Provision pour dépréciation	-	-44	-44	-22
Obligations				
Titres de créances négociables				
Créances rattachées				
Titres de d'investissement				
Titres de créances négociables				
Créances rattachées				
Total portefeuille titres	105	100 006	100 111	104 171
Total portefeuille	105	100 006	100 111	104 171
Plus-values latentes sur titres de placements		0	0	0

Au cours de l'exercice 2017, la banque a acheté un warrant lui permettant de couvrir le CAP dont bénéficie des clients emprunteurs sur une base de 5 M€. Ce warrant d'une valeur brute de 53 K€ a été déprécié de 22 K€ durant l'exercice 2018, portant sa dépréciation à 44 K€ au 31 décembre 2018, sa valeur de marché étant inférieure à son coût historique. Par ailleurs, pour des raisons réglementaires, SwissLife Banque Privée a décidé fin 2010 de placer sa trésorerie dans des OPCVM monétaires de premier plan. Les EMTN souscrits par les clients, mais non encore enregistrées dans leur portefeuille ne constituent des positions pour compte propre. Aussi, à compter de l'exercice 2017, la banque comptabilise ces opérations en compte d'attente en s'assurant du dénouement dans les jours suivants leur enregistrement.

Note 2. – Valorisation des portefeuilles au 31 décembre 2018

Code ISIN	Titres	Quantité	Prix de revient	VL au 31/12/2018	Prix de revient (En euros.)	Intérêts courus (En euros.)
OPCVM						
Titres de placement						
Amundi Tresor Corp	(FR0010251660)	427,50	233 914,61	99 997 327,66	99 997 328	
Cap Warrant on Euribor 3 Months	(NL0010621165)	6 200,00	8,60	53 320,00	53 320	
Total OPCVM français de capitalisation					100 050 648	0

Code ISIN	Réévaluation / Provisions pour dépréciation (En euros.)	Valeur au bilan (En euros.)	Valorisation	Moins value latente (En euros.)	Plus value latente (En euros.)
OPCVM					
Titres de placement					
Amundi Tresor Corp		99 997 328	99 997 328	0	0
Cap Warrant on Euribor 3 Months	44 206	9 114	9 114	22 208	0
Total OPCVM français de capitalisation	44 206	100 006 442	100 006 442	22 208	0

Note 3. – Echancier des créances au 31 décembre 2018

Nature (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2017
Caisse Banque centrale CCP	424 394	424 394				465 181
Créances sur établissements de crédit						
A vue	114 203	114 203				125 364
A terme						
Total créances interbancaires	114 203	114 203				125 364
Créances sur la clientèle						
Vis à vis de la clientèle non apparentée						
Prêts à taux fixe						3
Prêts à taux variable ou révisable	646 867	87 862	369 893	147 000	42 112	536 705
Autres comptes débiteurs	48 278	48 278				37 609
Intérêts courus	470	470				362
	695 615	136 610	369 893	147 000	42 112	574 679
Vis à vis de sociétés apparentées						
Prêts à taux fixe		-				
Intérêts courus	-	-				-
Total créances clientèle	695 615	136 610	369 893	147 000	42 112	574 679
Titres à revenu variable						
Titres de transaction						4 140
Titres de placement	100 006	99 997		9		100 031
Total titres à revenu variable	100 006	99 997		9		104 171
Titres à revenus fixes						
Titres de transaction	105				105	
Total titres à revenus fixes	105				105	
Total	1 334 323	775 204	369 893	147 009	42 217	1 269 395

Les prêts, qu'ils soient à taux fixes ou à taux variables sont tous garantis par des contrats d'assurance vie ou des portefeuilles de valeurs mobilières liquides couvrant au minimum 100 % du prêt consenti ou le cas échéant par une hypothèque sur un bien immobilier. Aucune créance sur la clientèle n'est éligible au refinancement de la Banque de France ou au système européen de Banque Centrale. Aucun crédit n'a été accordé pour une durée indéterminée. Durant l'exercice 2018, la Banque a accordé pour 40,5 M€ de prêts garantis par des hypothèques. Par ailleurs, l'augmentation des autres comptes débiteurs provient d'un décalage temporaire sur la couverture d'un arbitrage réalisé sur des contrats d'assurance vie gérés.

Note 3 bis. – Variation des provisions pour créances douteuses

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Reprises		31/12/2018
			Utilisées	Non utilisées	
Provision pour compte ordinaire	472	466	137	209	592
Provision pour prêts Immobilisations	472	466	137	209	592

Note 4. – Echancier des dettes au 31 décembre 2018

Nature / Echéance (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2017
<b>Dettes interbancaires</b>						
Lignes interbancaires à taux variable	0	0				0
Emprunts à terme à taux fixe						
Intérêts courus	0	0				0
Comptes ordinaires créditeurs	85	85				132
	85	85	0			132
<b>Dettes vis à vis de la clientèle</b>						
Comptes à régime spécial	23 198	23 198				19 898
Comptes ordinaires créditeurs	1 010 817	1 010 817				1 089 114
Comptes à terme à taux variable	250 000	130 000	120 000			50 000
Intérêts courus	250	200	50			5
Autres dettes vis-à-vis de la clientèle	26	26				12
	1 284 291	1 164 241	120 050			1 159 029
<b>Emprunts subordonnés</b>						
Emprunts à terme	0		0			0
Intérêts courus	0		0			0
	0	0	0	0		0
<b>Total</b>	1 284 376	1 164 326	120 050	0		1 159 161

Les comptes ordinaires créditeurs de 1 010 M€ représentent, pour l'essentiel, les comptes d'OPCVM gérés par le groupe, ainsi que des comptes ordinaires créditeurs et des comptes des sociétés du groupe.

L'augmentation des comptes à termes s'explique par la recherche de financements auprès d'institutionnels. Pour partie, ils remplacent des comptes ordinaires bloqués.

Les autres dettes vis à vis de la clientèle sont principalement constitués d'avis à tiers détenteur.

Note 5.1. – Participations significatives

Dénomination sociale / Adresse (En milliers d'euros.)	Identification RCS/RCI	Capital	Réserves et report à nouveau	% détenu	Valeur comptable des titres détenus		Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
					Brute	Nette			
Filiales :									
SwissLife Gestion Privée 7, place Vendôme 75001 Paris	Paris B 378 782 163	277	16 521	99,95	10 811	10 811	13 911	1 150	0

## Note 5.2. – Variation annuelle des titres de participations

Solde initial	10 811
Augmentation	
Acquisition	
Reprise de provision	
Réévaluation	
Autres variations	
Diminution	
Vente	
Provision	
Autres variations	
Solde final	10 811

## Note 6.1. – Immobilisations incorporelles

Montants bruts	31/12/2017	Acquisitions	Cessions / Transfert	31/12/2018
Immobilisations incorporelles	12 346	1 897	6	14 238
Immobilisations en cours	1 779	2	1 779	2
Fonds de commerce	10 509			10 509
Immobilisations	24 634	1 899	1 784	24 748

  

Amortissements	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Immobilisations incorporelles	-8 272	-1 777	-2	-10 047
Immobilisations en cours	0			0
Fonds de commerce	0			0
Amortissements	-8 272	-1 777	-2	-10 047
Montants nets	16 361			14 701

Le logiciel OneSumX (WKFS) a été mis en production au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018, ce qui explique le mouvement sur les immobilisations en cours.

Le critère retenu de comptabilisation des coûts de projet en immobilisation sont principalement les suivants :

- la dépense est directement affectable au projet ;
- elle est postérieure au lancement du projet et antérieure à la mise en service du logiciel ;
- elle n'est pas relative à de la formation ou de la documentation.

## Note 6.2. – Immobilisations corporelles

Montants bruts	31/12/2017	Acquisitions	Cessions	31/12/2018
Immobilisations en cours	0	236		236
Œuvres d'art	244			244
Matériel de bureau	826	304	498	633
Matériel informatique	2 780	226	1 059	1 947
Agencements et installations	3 258	1 756	1 844	3 171
Matériel téléphonique	53			53
Matériel de transport	8		8	0
Immobilisations	7 169	2 522	3 408	6 283

<b>Amortissements</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>31/12/2018</b>
Matériel informatique	-2 370	-279	-1 059	-1 590
Mobilier de bureau	-734	-35	-498	-271
Agencements et installations	-2 850	-132	-1 827	-1 155
Matériel téléphonique	-8	-11		-19
Matériel de transport	-8		-8	0
Amortissements	-5 969	-457	-3 391	-3 035
Montants nets	1 200			3 248

Le projet « Vendôme », visant à rationaliser les locaux, les rénover et créer des open spaces dans le cadre du projet plus global du groupe SwissLife intitulé « Digital work place », a été lancé en début d'année et s'est achevé fin décembre. Ceci explique la mise au rebus d'immobilisations pour une valeur brute de 3,4 M€ et une valeur nette quasiment nulle. Celles-ci sont remplacées par des nouvelles immobilisations pour une valeur brute de 2,5 M€. Les immobilisations en cours représentent quelques éléments résiduels réceptionnés dans les premiers jours de 2019.

Note 7. – Détail des comptes « Autres actifs », « Autres passifs », et « Comptes de régularisation »

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>		<b>31/12/2017</b>	
	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
<b>Autres Actifs</b>	<b>32 154</b>		<b>21 106</b>	
Instruments conditionnels achetés				
Comptes sociétés de bourse	24 559		14 758	
Dépôts opérations marché	2 000		2 000	
Dépôts et cautionnements	1 141		1 056	
Débiteurs divers	4 454		3 292	
<b>Autres Passifs</b>		<b>10 139</b>		<b>71 387</b>
Instruments conditionnels vendus				
Titres à revenus variables vendus		7		0
Sociétés de Bourse		6 080		67 855
Dépôt de la clientèle		136		23
Dettes sur le Trésor Public		527		458
Impôt sur les sociétés		252		1 399
Dettes organismes sociaux		1 020		810
Fournisseurs et comptes rattachés		946		449
Autres dettes		1 170		393
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>14 072</b>	<b>20 385</b>	<b>19 422</b>	<b>25 951</b>
Charges payées d'avance	660		1 494	
Commissions à recevoir	12 549		15 550	
Créances et dettes de report SRD	175	175	424	423
Compte de régularisation divers	688	2 164	1 954	3 646
Provision congés payés				
Charges à payer		18 047		21 882

Le dépôt de garantie sur marché figurant à l'actif est en lien avec les opérations de SRD de la clientèle particulière. Les dépôts et cautionnements sont principalement liés aux dépôts de garantie des différents baux commerciaux, ainsi que celui lié au fonds de garantie des dépôts.

Les débiteurs divers sont principalement constitués d'une créance d'intégration fiscale sur SwissLife Gestion Privée pour 1,5 M€, des factures clients pour 1,8 M€ et d'autres comptes de débiteurs divers pour 1 M€, parmi lesquels on note une créance liée à une réclamation auprès de l'IRS pour compte de tiers, à hauteur de 810 K€.

Pour des raisons réglementaires, la banque décompense les créances et les dettes SRD de ses clients et les dettes et créances broker associées.

Les autres dettes sont constituées de créances exigibles en attente de règlement.

Parmi les charges à payer figurent des charges liées au personnel pour 8 M€, des charges liées aux produits structurés pour 6 M€ dont 2,4 M€ seront payées au premier trimestre 2019.

Parmi les commissions à recevoir, celles relatives aux produits structurés représentent plus de 8,3 M€ dont plus de 4,5 M€ seront facturés au premier trimestre 2019.

## Note 8. – Opérations avec le groupe

(En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Amont	Aval	Amont	Aval
Actif	1	265	9 778	0
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	1	265	9 778	0
Dépôts de garantie versés	0	0	0	0
Passif	685 889	66 628	717 228	77 817
Dettes envers les établissements de crédit		0		0
Comptes créditeurs de la clientèle	685 889	66 628	717 228	77 817
Dépôts de garantie reçus	0	0	0	0
Hors bilan	189	0	189	0
Engagement de garantie donné	189	0	189	0
<i>Amont : Société mère et sociétés apparentées</i>				
<i>Aval : Filiales et participations</i>				

Les comptes créditeurs de la clientèle comprennent 120 M€ de comptes à terme et compte bloqué à 32 jours. L'essentiel du solde des comptes créditeurs à vue est constitué par les OPCVM de SLAM.

## Note 9. – Bilan devises en contrevalet euros

Solde en contrevalet des postes du bilan en devise		31/12/2018	31/12/2017
Actif			
Liquidités		44 557,1	44 302,2
Crédits et découverts		2,5	0,5
Titres de transaction		0,0	4 005,4
Autres actifs		204,7	118,1
Position de change		0,2	2,4
Total actif		44 764,5	48 428,6
Passif			
Liquidités		0,0	2,1
Comptes créditeurs de la clientèle		44 209,1	44 217,6
Autres passifs		555,5	46,2
Position de change		0,0	4 162,7
Total passif		44 764,5	48 428,6

## Note 10. – Provision pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotation	Reprises		Autres variations	31/12/2018
			Utilisées	Non utilisées		
Provision moyen long terme	0					0
Provision pour risque juridique	181					181
Provision risque clientèle	390				2	392
Frais liés à la réglementation	0	150				150
Provision pour litiges sociaux	60	25	85			0
Autres provisions pour risques et charges	0					0
Total provision pour risques et charges déductibles	631	175	85	0		723
Indemnités de fin de carrière	515	48		4		559
Total provisions pour risques et charges non déductibles	515	48	0	4		559
Provisions pour risques et charges	1 146	223	85	4	0	1 282

Les principaux paramètres retenus pour le calcul de l'engagement retraite sont les suivants :

- taux d'actualisation 1,6509 % ;
- taux d'inflation 2,5 % ;
- type de départ à la retraite 100 % départ volontaire ;
- âge de fin de carrière : cadres entre 62 et 64 ans, non cadres 62 ans (selon année de naissance).

Note 11. – Evolution des Fonds Propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Augmentation	Réduction	31/12/2018
Capital social	37 902			37 902
Réserve légale	1 338	2 452		3 790
Réserve plus-value à long terme	0			0
Autres réserves	4 439			4 439
Prime d'émission d'actions	19 835			19 835
Report à nouveau	10 939	3 492	4 146	10 286
Distribution				
Fonds propres avant affectation	74 453	5 945	4 146	76 252
Résultat 2017	5 945		5 945	0
Résultat 2018		16 771		16 771

Le capital social est composé de 2 368 880 actions ordinaires de 16 € chacune.

Conformément à la proposition d'affectation du résultat 2017 votée par l'AG, 4 145 540 € de dividendes ont été versés.

Note 11 bis. – Proposition d'affectation

Proposition d'affectation	
Le résultat de l'exercice clos le 31/12/2018 est de	16 771 494,92
Diminué de la dotation à la réserve légale	0,00
Augmenté du report à nouveau de	10 285 159,89
Forment un total disponible de	27 056 654,81
A titre de dividende	2 084 614,40
Forment un total disponible de	24 972 040,41

Le dividende net par action est en conséquence de 0,88 €.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du lendemain du jour de l'assemblée statuant sur les comptes 2018.

Note 12. – PNB 2017-2018

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts en produit	11 352	10 260
Intérêts en charge	-2 209	-2 834
Revenu des titres à revenu variable	12 923	12
Commissions en produit	61 154	70 348
Commission en charge	-30 302	-35 329
Gains sur opérations de négociations		
Gains sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	-854	-627
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 998	3 277
Total produit net bancaire	54 061	45 107

L'augmentation de la marge d'intérêts est liée à celle de l'encours de crédits (+110 M€) avec une marge ne baissant que légèrement. A l'inverse, la baisse des taux définitivement situés en territoire négatif a sensiblement fait baisser le produit des placements des soldes créditeurs de la clientèle.

La baisse des commissions nettes est liée à la baisse du marché actions au second semestre 2018, provoquant une réduction des émissions en produits structurés de 3 M€ (-23 %) et des commissions associées. Le courtage baisse quant à lui de 0,8 M€ (-11 %) malgré une activité d'intermédiation soutenue. Enfin, les commissions de Corporate Finance et IPO baissent de 0,5 M€.

Les autres produits d'exploitation bancaires sont liés à l'activité de dépositaire d'OPCVM. L'alignement sur les conditions des marchés du tarif de conservation des OPCVM du groupe explique en grande partie la baisse de 1,2 M€ des produits de conservation.

#### Note 13. – Détail des charges générales d'exploitation

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Charges de personnel	18 780	21 866
Charges administratives	13 401	12 886
Impôts et taxes	894	1 076
Autres charges / autres produits d'exploitation	-6	-2
Frais généraux refacturés et transfert de charges	-760	-848
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>32 309</b>	<b>34 978</b>

Les charges de personnel intègrent la dotation nette liée aux litiges sociaux ainsi que la dotation nette liée aux indemnités de fin de carrière. Les charges de personnel baissent de 3,1 M€ en raison principalement de salaires fixes légèrement inférieurs à ceux de 2017, d'une baisse des bonus de 15 % concentrées sur les fonctions avenantées, d'une baisse de la participation de 29 % malgré une dotation exceptionnelle de 200 K€, et enfin une baisse du coût des indemnités, élevées en 2017.

Les charges administratives progressent de 0,5 M€, en raison d'une hausse de 0,4 M€ des cotisations (Fonds de Résolution Unique), d'une augmentation des frais d'avocats et de conseils (+0,3 M€), d'une hausse du coût du personnel détaché (+0,2 M€) à mettre en rapport avec la baisse des charges de personnel, et à l'inverse d'une baisse des coûts de projet pour 0,3 M€.

#### Note 14. – Détail des charges de personnel retraitées

	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Salaires	11 113	12 244
Participation des salariés	476	948
Intéressement	0	0
Charges sociales	5 215	6 740
Dont charges de retraite	1 178	1 145
Charges fiscales	1 669	1 260
Dotations/Reprises nettes sur provisions pour risques et charges	134	39
Indemnités diverses	174	635
	<b>18 780</b>	<b>21 866</b>

En application du règlement ANC 2014-07, les provisions pour risques et charges à caractère social ainsi que les indemnités exceptionnelles sont intégrées au poste "Frais de personnel". Les provisions pour bonus, les indemnités pour congés payés, CET, RTT sont incluses dans la rubrique "salaires".

Les charges sociales et fiscales sont à intégrer dans une analyse commune. La baisse des salaires inclut la baisse des bonus provisionnés, soit 793 K€. La baisse de l'ensemble charges sociales et fiscales s'explique par celle des salaires et de la participation.

La dotation nette s'explique essentiellement par les suites d'un contrôle URSSAF intervenu au Q4 2018.



## Note 15. – Statut du personnel

	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
Cadres	67	33	100
Non cadres	15	31	46
<b>Total</b>	<b>82</b>	<b>64</b>	<b>146</b>

## Note 16. – Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux

L'information concernant la rémunération des dirigeants et mandataires sociaux n'est pas communiquée dans la mesure où elle conduirait à donner des informations individuelles. Néanmoins, il est à noter que le Directeur Général est salarié de SwissLife France, et est refacturé à SwissLife Banque Privée.

## Note 17. – Détail du coût du risque

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Perte nettes sur créances irrécouvrables et sur litiges avec la clientèle	136	16
Dotation aux provisions pour créances douteuses		
Dotation nette aux provisions pour risques et charges		129
Dotation nette de provision pour créances douteuses	120	35
Reprise nette de provision pour risques et charges		
<b>Coût du risque</b>	<b>256</b>	<b>180</b>

Les débiteurs irréguliers sont classés en créances douteuses au-delà de 90 jours, et font l'objet d'une dotation dès lors où le risque d'irrécouvrabilité est avéré. La dotation nette aux créances douteuses se décompose en 466 K€ de dotation et 346 K€ de reprise, parmi lesquelles 147 K€ ont été utilisées.

## Note 18. – Impôts sur les sociétés

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Résultat avant IS	19 259	7 876
Résultat fiscal	6 496	5 767
IS théorique	2 328	1 958
<b>IS comptabilisé</b>	<b>2 488</b>	<b>1 931</b>

Le taux d'impôt effectif retraité des dividendes des filiales est de 37,78 %. Il inclut une contribution de 3 % sur les dividendes de 124 K€.

En 2018, les crédits d'impôts (CICE et dotation à la fondation SwissLife) ont représenté 127 K€. Il n'existe pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire. Il n'existe pas non plus de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale.

Note 19. – Détail des opérations avec les parties liées (article 2 du règlement n° 2010-04)

**Note 19-1. – Liste des transactions conclues avec les parties liées**

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions en produit (En milliers d'euros.)		Montant des transactions en charge (En milliers d'euros.)	
		Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2017
SwissLife Assurance et Patrimoine	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	3 814	3 584		
SwissLife Prévoyance et Santé	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	139	139		
SwissLife Assurance de Biens	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	123	124		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Commissions de mouvement	2 109	1 899		
SwissLife Prévoyance et Santé	Commissions de mouvement	205	86		
SwissLife Assurance de Biens	Commissions de mouvement	135	27		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocession de commissions d'assurance	2 326	1 982		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Refacturation ingénierie patrimoniale	0	150		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocessions de produits structurés			21 790	25 758

**Note 19-2. – Liste des opérations non inscrites au bilan**

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées avec la partie liée (En milliers d'euros.)		Autres informations
		Exercice 2018	Exercice 2017	
Ma Santé Facile	ORIAS	150	150	
Ma Santé Facile	Garantie de Loyer	9	9	
Agami	Garantie de Loyer	30	30	

**IV. – Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices**

(Articles 133,135 et 148 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales)

	2014	2015	2016	2017	2018
1- Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	37 902 080	37 902 080	37 902 080	37 902 080	37 902 080
b) Nombre d'actions émises	2 368 880	2 368 880	2 368 880	2 368 880	2 368 880
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
2- Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxe	62 710 209	66 615 365	61 563 738	85 615 437	88 474 826
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	3 481 428	7 999 471	3 333 496	10 127 354	21 752 543
c) Impôt sur les bénéfices	1 328 800	1 438 332	-209 492	1 930 988	2 487 986
d) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	1 771 757	5 096 645	1 764 409	5 944 597	16 771 495
e) Montant des bénéfices distribués					4 145 540
3- Résultat des opérations réduit à une action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	0,9	2,8	1,5	3,5	8,1
b) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	0,7	2,2	0,7	2,5	7,1
c) Dividende versé à chaque action	0	0	0	0	1,8
4- Personnel					
a) Nombre de salariés	116	118	129	140	139
b) Montant de la masse salariale	11 480 219	11 879 089	11 308 281	13 826 866	11 739 955
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, ...)	5 168 696	5 110 179	4 886 308	6 637 989	5 094 717

**V. – Affectation du résultat**

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire et avis du Conseil de surveillance, et après avoir constaté que :

Le résultat de l'exercice clos le 31/12/2018, est un bénéfice de (La dotation à la réserve légale atteignant 10 % du capital social, sa dotation n'est plus obligatoire)	16 771 494,90 €
Augmenté du report à nouveau de	10 285 159,89 €
Forment un total disponible de	27 056 654,79 €
Décide l'affectation suivante :	
A la distribution de dividende	2 084 614,40 €
Au poste report à nouveau	24 972 040,39 €

Le dividende net par action est en conséquence de 0,88 €.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du lendemain du jour de la présente assemblée.

Sur le plan fiscal, ce dividende ne sera pas assorti d'un avoir fiscal mais il ouvre droit, au profit des actionnaires personnes physiques domiciliés en France, à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant (article 158 2° du 3 du CGI) si l'option pour le barème de l'impôt sur le revenu est formulée. A défaut, ce dividende restera soumis au prélèvement forfaitaire de 30 % dont 12,8 % d'impôt sur le revenu (article 117 quater CGI).

La somme de 2 084 611,76 € ne sera pas éligible à ces dispositions.

Elle donne par ailleurs acte au Directoire que, conformément aux dispositions de l'article 243 Bis du Code Général des Impôts, il lui a été rappelé qu'au titre des trois derniers exercices il a été distribué les montants suivants :

- concernant l'exercice clos le 31/12/2015 : aucun dividende n'a été distribué
- concernant l'exercice clos le 31/12/2016 : aucun dividende n'a été distribué
- concernant l'exercice clos le 31/12/2017 : le dividende par action ressortait à 1,75 € soit un total de 4 145 540 €. La somme de 4 145 534,75 € n'était pas éligible à l'abattement de 40 % (article 158 2° du 3 du CGI).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels****Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SWISSLIFE BANQUE PRIVEE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537 /2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion

et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des Informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires telles que les crédits et découverts à la clientèle, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des Informations à produire.

### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SOCIETE SUISSE - BANQUE (FRANCE) (devenue en 2008 SwissLife Banque Privée) par les statuts constitutifs du 12 juillet 1991 pour le cabinet RSM Paris (anciennement CORE VISE) et par l'Assemblée Générale du 31 mars 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2018, les cabinets RSM Paris et PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT étaient respectivement dans leur 28<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> année de leur mission sans interruption, soit la 3<sup>ème</sup> année pour les deux cabinets depuis que la société soit entrée dans le périmètre des EIP tel que défini par les textes européens.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.  
Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il Identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 7 mai 2019  
Les Commissaires aux comptes

RSM Paris  
Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
Sébastien MARTINEAU  
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit  
Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles  
Christine BILLY  
Associé

## B. – Comptes consolidés au 31 décembre 2018

### I. – Bilan consolidé

(En millions d'euros.)

Actif	Amortissements et provisions	31/12/2018 Total	31/12/2017 Total
Opérations interbancaires et assimilées			
Caisse, Banques centrales, CCP		424 393 592	465 180 592
Effets publics et effets assimilés			
Créances sur les établissements de crédit		115 132 427	125 673 311
Total opérations interbancaires et assimilées		539 526 019	590 853 903
Opérations avec la clientèle	592 388	695 615 139	574 678 748
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Opérations sur titres			
Obligations et autres titres à revenu fixe		104 891	
Actions et autres titres à revenu variable	44 206	100 006 442	120 848 992
Total opérations sur titres		100 111 333	120 848 992
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille			
Participations et parts dans les entreprises liées		272 098	126 541
Parts dans les entreprises mises en équivalence		0	0
Total participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme		272 098	126 541
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations corporelles	3 056 619	3 248 410	1 201 481
Immobilisations incorporelles	17 033 790	32 598 244	35 676 530
Total immobilisations corporelles et incorporelles	20 090 409	35 846 654	36 878 011
Ecarts d'acquisition			
Comptes de régularisation et actifs divers			
Autres actifs	94 405	30 884 076	20 033 716
Comptes de régularisation		15 913 552	21 921 869
Total comptes de régularisation et actifs divers		46 797 628	41 955 584
Total actif	20 821 408	1 418 168 871	1 365 341 780

<b>Passif</b>	<b>31/12/2018 Total</b>	<b>31/12/2017 Total</b>
Opérations interbancaires et assimilées		
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	85 010	132 163
Total opérations interbancaires et assimilées	85 010	132 163
Opérations avec la clientèle	1 276 524 531	1 158 274 536
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables		
Emprunts interbancaires		
Autres dettes représentées par un titre		
Total dettes représentées par un titre	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers		
Autres passifs	12 317 186	74 577 174
Comptes de régularisation	23 034 562	28 651 703
Total comptes de régularisation et passifs divers	35 351 748	103 228 877
Ecarts d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	1 703 890	1 260 023
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	378 674	378 674
Capitaux propres (part du groupe)		
Capital	37 902 080	37 902 080
Primes d'émission	19 834 929	19 834 929
Réserves consolidées	40 130 961	36 019 147
Ecart de conversion		
Résultat	6 257 049	8 311 352
Total capitaux propres (part du groupe)	104 125 018	102 067 508
Total passif	1 418 168 871	1 365 341 780

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2018 Total</b>	<b>31/12/2017 Total</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	48 418 350	27 152 547
Total engagements de financement	48 418 350	27 152 547
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédits		
Engagements d'ordre de la clientèle	20 851 017	22 085 494
Total engagements de garantie	20 851 017	22 085 494
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Total engagements sur titres		
Total engagements donnés	69 269 367	49 238 041
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Total engagements de financement		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédits		
Engagements reçus de la clientèle	742 105 426	609 513 951
Total engagements de garantie	742 105 426	609 513 951
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		
Total engagements sur titres		
Total engagements reçus	742 105 426	609 513 951

**II. – Compte de résultat consolidé publiable**

(En Euros)	31/12/2018 Total	31/12/2017 Total
Produits nets d'intérêts et assimilés		
Intérêts et produits assimilés	11 351 648	10 259 589
Intérêts et charges assimilées	-2 211 126	-2 835 504
Revenus des titres à revenu variable	8 475	-7 389
Total produits nets d'intérêts et assimilés	9 148 996	7 416 696
Commissions nettes	41 190 693	45 939 366
Produits nets sur opérations du portefeuille de négociation	121 933	26 267
Produits nets sur opérations du portefeuille de placement et assimilés	-996 484	-651 795
Autres produits et charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation bancaire	1 998 122	3 276 740
Autres charges d'exploitation bancaire		
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 998 122	3 276 740
Produit net bancaire	51 463 260	56 007 275
Charges générales d'exploitation	-41 924 403	-44 332 972
Frais de personnel	-23 057 603	-26 452 293
Autres frais administratifs	-15 267 883	-14 419 801
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-3 598 916	-3 460 878
Résultat brut d'exploitation	9 538 858	11 674 303
Coût du risque	-255 643	-180 706
Résultat d'exploitation	9 283 215	11 493 597
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence		
Produits nets sur actifs immobilisés	-3 482	24 000
Résultat courant avant impôt	9 279 733	11 517 597
Résultat net exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	-3 022 684	-3 206 245
Amortissements des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux		
Résultat net	6 257 049	8 311 352

**III. – Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018****A. – Faits marquants de l'exercice 2018****Une dynamique commerciale très soutenue**

La collecte nette de l'exercice s'est avérée largement positive, à 559,2 M€, mais un effet marché fortement négatif de - 0,7 M€ ramène les AuM à 4 887 M€ contre 5 039 M€ à la fin de l'exercice précédent.

La dynamique commerciale des banquiers privés ne se dément pas avec une collecte nette en 2018 de 128,1 M€. Durant cet exercice, aucun canal de distribution n'affiche une décollecte nette négative.

En matière de crédits, l'objectif d'une production de 46 M€ sur l'exercice a été atteint fin septembre, avec des marges conformes voire supérieures au budget. Au final, la production nette de l'exercice s'est élevée à 110 M€.

**Un PNB supérieur au budget**

Du fait d'un très bon premier semestre, et malgré des conditions de marchés difficiles notamment au quatrième trimestre, la banque a réussi à surperformer son budget en matière de PNB. Celui-ci s'établit à 51,5 M€ pour un budget 2018 à 50,1 M€. Le niveau élevé des activités d'intermédiation financière (courtage) y est pour beaucoup. Les autres activités se tenant dans une fourchette de +/- 10 % par rapport à leur budget.

**Réalisation du projet « Vendôme »**

Le projet baptisé « projet Vendôme » visant à rationaliser les locaux, les rénover et créer des open spaces dans le cadre du projet plus global du groupe SwissLife intitulé « digital work place », a été lancé en début d'année et s'est achevé fin décembre dans les délais et les budgets prévus. Il a permis de libérer un étage qui a été sous-loué dès le début 2019.



**Création de la direction de la transformation**

En 2018, une direction de la transformation sous la direction de Natacha Moinard a été créée avec pour mission le pilotage des projets de transformation de la Banque en lien étroit avec les directions métiers de SLBP, l'encadrement de l'équipe Projets MOA. Cette direction doit contribuer à développer la transversalité avec le Groupe SwissLife et accompagnera les équipes dans la transformation de l'entreprise, notamment vers le digital.

**Mise en production de l'outil réglementaire et release Avaloq**

Après plusieurs années de projet, l'outil de reporting réglementaire a été mis en production au quatrième trimestre 2018, les principaux reportings ayant été automatisés.

Par ailleurs, la banque a procédé avec succès à la montée de version de son outil de core banking Avaloq avec succès. Cette montée de version ayant lieu une fois tous les deux ans elle constitue un projet en soi et une obligation technique indispensable pour la banque.

**Evènements postérieurs à la clôture**

En application de l'article L232-1 et NEP 560, lors d'un Conseil de Surveillance tenu le 21 février 2019, il a été annoncé le départ prochain de la Directrice Générale de la filiale SwissLife Gestion Privée. Aucun autre évènement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date du présent rapport soit le 26 mars 2019

**B. – Note sur les principes et méthodes comptables**

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018 sont établis selon les règles applicables en France et résultant :

- du Code de Commerce (Loi du 30 avril 1983) ;
- du Plan Comptable des établissements de crédit.

**Principes généraux**

Au terme de l'article L-123 du Code de Commerce, les comptes annuels ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation en vigueur et plus particulièrement ceux de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes, de prudence, d'indépendance des exercices, en vue d'assurer régularité et sincérité et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

**Principes spécifiques**

Les comptes annuels de la banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et aux dispositions du règlement CRC 99-07 du 24 novembre 1999.

**1) Conversion des opérations libellées en devises**

Les créances et les dettes figurant au bilan sont évaluées au taux de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au jour le jour.

**2) Le portefeuille-titres**

Classés dans le bilan en "titres à revenu fixe" et "titres à revenu variable", les titres sont comptabilisés et évalués suivant trois catégories : transaction, placement et investissement, selon le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire.

**\* Les titres de transaction (ou en juste valeur par le résultat)**

Sont classés en titres de transaction dès lors qu'à l'origine l'établissement a l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme, ou qu'ils sont détenus par un établissement mainteneur du marché.

Dans la très grande majorité des cas, sont classés dans cette catégorie les positions issues d'erreurs dans l'exécution ou la gestion des comptes et ordres de bourse de la clientèle dans l'attente d'un dénouement qui intervient dans les jours suivants.

**\* Les titres de placement (ou disponibles à la vente)**

Sont classés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de revenu direct ou de plus-value. Ils regroupent les valeurs mobilières, en particulier les parts d'OPCVM, et les titres de créances négociables.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur coût d'achat frais exclus.

A la clôture d'exercice, s'ils sont cotés, ces titres sont évalués sur la base du dernier cours connu, et dans le cas contraire, d'après leur valeur probable de négociation. Les parts d'OPCVM font l'objet d'une évaluation d'après leur dernière valeur liquidative connue et les éventuelles plus-values ne sont pas comptabilisées mais fiscalement réintégrées.

Seules les moins-values pour dépréciation sont constatées et enregistrées en compte de charges.

*\* Les titres d'investissement (ou titres conservés jusqu'à l'échéance)*

Le critère unique et nécessaire est l'intention manifeste de détenir des titres jusqu'à l'échéance assorti de l'obligation de justifier de la capacité financière nécessaire pour les financer jusqu'à l'échéance.

Les principes d'évaluation des titres d'investissement demeurent inchangés. L'amortissement des primes et décotes se calcule désormais de façon actuarielle.

### 3) Titres de filiales

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition et sont évalués à leur valeur d'usage, c'est-à-dire en fonction de l'utilité qu'il procure à son détenteur et non de sa valeur marchande ou valeur vénale.

### 4) Immobilisations

#### 4.1) Fonds de commerce

Le poste "fonds de commerce" résulte d'une part de l'apport par VIEL & Cie à SwissLife Banque Privée des activités de banque privée de Banque Privée Fideuram Wargny le premier septembre 2007 pour un montant de 4 816 K€, et d'autre part de l'acquisition du fonds de commerce de la société Arpège Finances le 1<sup>er</sup> septembre 2008 pour un montant de 5 414 K€. Ce fonds de commerce (Vendôme) est principalement composé de la clientèle de ces activités à la date de l'apport, notamment de tous les contrats, conventions de comptes et conventions accessoires à ces conventions, et passifs associés à ces clients, ainsi que des baux, droits de propriété industrielle et contrats d'assurance liés à ces activités.

Un test d'évaluation du fonds de commerce de SwissLife Banque Privée est réalisé, sur base consolidée, pour comparer cette valeur avec les montants inscrits à l'actif de SwissLife Banque Privée.

La banque, à partir de l'exercice 2016, a changé de méthode abandonnant la méthode retenue lors de l'acquisition des fonds de Banque Privée Fideuram Wargny et d'Arpège Finances et de la société de gestion Prigest au profit de celle préconisée par le règlement ANC 2015-06 basée sur les DCF. Le cas échéant, une provision sera passée si cette valeur est inférieure à la valeur nette de l'incorporel diminuée des impôts différés passifs éventuels en rapport avec ce portefeuille amortissable non encore repris en résultat. Les dotations aux amortissements ou aux provisions pour dépréciation sont exclues de l'assiette de l'impôt.

#### Sur l'impairment test SLBP (consolidé) :

Suite à l'évolution de la méthodologie de valorisation de l'actif, une évaluation sur la valeur d'usage a été pratiquée pour chacun des fonds de commerce et comparée à son coût historique. Notons que ce coût historique peut avoir une valeur différente dans les comptes sociaux et consolidés.

Cette évaluation de la valeur d'usage par les DCF (règlement ANC 2015-06 Art 214-6) est basée sur les flux de trésorerie. Ces flux de trésorerie sont établis pour chacune des activités concernées par les différents fonds de commerce par les revenus qu'ils génèrent individuellement diminués ainsi des charges analytiques affectées à ce fonds de commerce en 2016, au MTP de 2019 jusqu'en 2021, puis actualisé à l'infini. Il n'est pas pris en compte une sortie de l'actif à l'issue des 10 ans. Le taux d'actualisation retenu lors du précédent impairment test avait été calé sur celui du groupe à 9,30 % sur le résultat avant impôts.

Trois fonds de commerce sont inscrits dans les comptes consolidés.

Pour le fonds de commerce « Prigest » est constitué des OPCVM et des mandats Prigest (constituants le groupe d'actifs Prigest). Par exception, des charges normatives sont affectées à ce fonds de commerce pour déterminer sa valeur d'usage.

Le fonds de commerce SLGP est constitué de l'en-cours des mandats de gestion en comptes titres ou contrats d'assurance-vie, avenants de réorientation de l'épargne, comptes sous mandat de conseil et des OPCVM. Il ne tient pas compte des actifs issus de l'achat de la société PRIGEST, dont le fonds de commerce résultant de la transmission universelle de patrimoine est évalué séparément.

L'entité SLBP sociale doit être retraitée du métier de la TCC, dont le périmètre des revenus est identifié dans le MTP par le courtage et la conservation de SLAP (fonds € et UC) et SLAM, ainsi que la marge d'intérêts de la trésorerie. Ce traitement permet de déterminer le résultat avant impôt du fonds de commerce « Vendôme ».

Les valeurs d'usage des fonds de commerce SLGP et SLBP ainsi déterminées sont supérieures à leur coût historique.

#### Ecart de première consolidation de la société Prigest SA

Dans les comptes consolidés, une analyse initiale de l'écart de première consolidation de la société Prigest de 17,44 M€ affectait celui-ci en totalité au fonds de commerce dans l'hypothèse sous-jacente d'une fongibilité rapide avec les actifs déjà gérés par SLGP et la volonté de développer ce fonds de commerce. L'ensemble de ce fonds de commerce avait alors été déclaré comme non amortissable.

Considérant l'évolution de la réglementation et notamment l'entrée en vigueur des règlements ANC 2014-03 et 2015-06 l'écart de première consolidation a été affecté à une valeur de portefeuille amortissable telle que prévue dans le règlement ANC 2015-06, évalué à 3 % des AuM à la date d'acquisition soit un montant brut de 13,64 M€ et un écart d'acquisition non amortissable pour la partie résiduelle. Un impôt différé passif est comptabilisé en contrepartie tel que prévus aux articles 311 à 314 du règlement 99-02 et notamment l'exception prévu à l'article 313 alinéa 2. Ainsi, la valeur de portefeuille est estimée à 13,64 M€ accompagné d'un impôt différé passif de 4,55 M€. Le portefeuille est amorti sur 10 ans avec un rattrapage en P&L effectué en 2016. Le montant de l'amortissement annuel est de 1,36 M€ à compter de 2016.

Le test de provisionnement réalisé fin 2018 est basé sur le budget à trois ans (MTP 2019-2021). Celui-ci prévoit que SwissLife Gestion Privée demeure la société de gestion de la SICAV SLGP PRIGEST PERLES pour les années à venir et n'anticipe qu'une attrition naturelle de la clientèle gérée provenant de la société PRIGEST.

La méthode appliquée est celle des DCF sur les flux de trésorerie des OPCVM et des mandats constituant le portefeuille et les charges normatives affectées à son exploitation sur la base du budget établi sur 3 ans par la Direction et actualisées à l'infini.

La dotation annuelle aux amortissements du portefeuille de la clientèle issue de la société Prigest est de 1,4 M€ et justifie la baisse de la ligne « Portefeuille de clientèle » à la clôture de l'exercice 2018 (terme repris de la note 5.1 des comptes consolidés). Le test de dépréciation est basé sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs suivant le scénario retenu plusieurs scénarii. Il donne au 31 décembre 2018 une valeur supérieure à la valeur nette figurant dans les comptes consolidés.

Au 31 décembre 2017 le scénario retenu et validé par les DG SLGP et SLBP est un scénario de continuité de l'activité par maintien du personnel concerné en place et attrition naturelle des encours sans décollecte provoquée.

Concernant la SICAV perles, le scénario maintien celle-ci au sein de SLGP. Ce scénario tient compte de l'augmentation des commissions de gestion de la SICAV Perles de 1 % TTC à 1,25 % TTC, acté par la décision du Conseil d'Administration de la SICAV Perles du 19 décembre 2017 et qui sera effective en mai 2018, date de l'absorption des OPC Prigest World 2020 et Prigest Pacifique.

#### *4.2) Immobilisations amortissables*

Elles figurent à l'actif au coût historique, diminuées des amortissements cumulés, calculées sur la durée de vie estimée des biens concernés, selon le mode linéaire. Les taux utilisés sont les suivants :

Agencements	de 12,50 à 20 %
Mobiliers	de 10 à 20 %
Machines et Matériels de bureau	de 20 à 33,33 %
Logiciels	de 33 à 100 %
Progiciels informatiques	de 20 à 33 %

Une dotation exceptionnelle est comptabilisée lorsque la durée d'usage d'une immobilisation est inférieure à sa durée d'amortissement.

#### *4.3) Logiciels et activation de coûts internes*

Les coûts de développement sont comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels. Selon le PCG, ceci implique, pour l'entité, de respecter l'ensemble des critères cumulés suivants :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.

L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité. Elle doit pouvoir, en outre, évaluer de manière suffisamment fiable les avantages économiques futurs attendus, la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

L'ensemble de ces critères sont respectés par la banque.

## 5) Règles de provisionnement

Les charges et les produits bancaires sont comptabilisées dans l'exercice de leur rattachement – Les charges ou produits étalés sur plusieurs exercices sont comptabilisés par nature en charges à payer ou produits à recevoir.

### *Le risque crédit*

En application du règlement CRC 2002-03, la banque classe en client douteux les clients dont le débit ou les échéances de crédit sont impayés depuis plus de 90 jours lorsque ces montants dépassent 2 000 € et ne sont pas couverts par des avoirs en titres.

En principe, la totalité des crédits étant couverts par une garantie réelle (Nantissement de contrats d'assurance vie – Nantissement de portefeuille titres), les risques de crédit sont limités. Néanmoins lorsqu'une échéance est impayée, le service des engagements représente le prélèvement. En cas de second retour impayé, il relance au moyen d'une lettre recommandée avec AR.

Au troisième impayé, le compte est comptabilisé en créances douteuses, et le différentiel éventuel entre le solde résiduel du crédit – intérêts compris - et l'évaluation de la garantie est provisionnée en totalité.

Les soldes débiteurs de plus de 90 jours sont déclassés de créances saines à douteuses. Néanmoins, leur provisionnement étant individuel, si un solde débiteur est lié à des avoirs égaux ou supérieurs à cette créance, aucune créance n'est constituée.

## 6) Fonds pour risques bancaires généraux

Afin de couvrir de façon globale les risques bancaires généraux auquel la banque pourrait être exposée, un fonds a été constitué de façon préventive.

Au 31 décembre 2018, il s'élève à 379 milliers d'euros.

## 7) Provisions pour risques et charges

### *Engagements sociaux*

Ces engagements sont évalués par un cabinet d'actuariat spécialisé conformément aux dispositions correspondantes des règlements comptables applicables en France et notamment conformément à l'accord interprofessionnel du 18 mai 2009. Les engagements sociaux comptabilisés couvrent l'évaluation prospective (nette des couvertures par des contrats d'assurances) des coûts :

- des médailles du travail ;
- des indemnités de fin de carrière (IFC) et de retraites.

Le taux d'actualisation retenu pour les durées résiduelles d'activité supérieure à 10 ans correspond au taux iboxx retraité (en n'incluant que les éléments de dette senior) du 31 décembre 2018 soit 1,6509 % (contre 1,398 % pour l'exercice 2017).

La provision à la clôture 2018 s'établit à 558 660 € et a donné lieu à une dotation nette de 43 996 € au cours de l'exercice.

Le calcul de la provision a été effectué sur des données à fin novembre ; les mouvements intervenus sur la fin de l'exercice n'ont pas d'impact significatif sur le montant de l'engagement.

### *Provision pour litiges salariés*

Les litiges salariaux font l'objet d'une analyse individuelle. Une reprise nette utilisée de 60 K€ a été comptabilisée à la clôture de l'exercice 2018. A l'inverse, une provision pour indemnité de départ a été comptabilisée dans les comptes de la filiale SwissLife Gestion Privée pour 300 K€.

### *Autres risques*

Les litiges et contentieux sont analysés à leur naissance et sont présentés à un comité statuant sur la nécessité et le niveau de provision à constituer le cas échéant.

Les charges liées au mécanisme de solidarité sont désormais couvertes par le Fonds bancaire de garantie des dépôts espèces et titres instauré par la loi n° 99-532 du 25 juin 1999, auquel la banque a versé les cotisations, dépôts et certificats d'association.

## 8) Engagements hors bilan et divers

### *Opérations sur instruments financiers à terme :*

Durant l'exercice 2018, la société n'a effectué aucune opération pour compte propre sur les marchés à terme.

Les engagements reçus sont des contrats d'assurance vie en euro ou en unités de compte, des portefeuilles titres et le cas échéant des hypothèques de biens immobiliers. Ces suretés viennent garantir des crédits, découverts accordés à la

clientèle ainsi que des garanties données. D'un point de vue comptable, leur montant est plafonné au niveau des crédits et découverts accordés et des engagements donnés.

### 9) Comptabilisation des commissions reçues

En application de l'article 2171-1 de l'ANC, en particulier :

- les commissions basées sur les opérations sont comptabilisées à la date de transaction ou d'émission du titre et ne font pas l'objet d'étalement. Il s'agit par exemple des commissions de mouvement sur les valeurs mobilières, les droits d'entrée sur les OPC, les commissions « up front » sur produits structurés ...
- les commissions attachées à un encours ou une période telles que « les commissions d'encours sur OPC, les commissions « on going » sur produits structurés, les droits de garde et assimilés ... sont étalées sur la période de référence.

### 10) Consolidation et intégration fiscale

Un groupe d'intégration fiscale a été créé en 2008 entre SWISSLIFE BANQUE PRIVEE et SWISSLIFE GESTION PRIVEE.

Le groupe SWISSLIFE BANQUE PRIVEE tel que décrit ci-dessus est consolidé par intégration globale par le groupe SWISSLIFE et par mise en équivalence par le groupe VIEL.

### 11) Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2018 le budget total des commissaires aux comptes s'établit à 118,5 K€ HT (dont 50,5K€ au cabinet RSM, et 68 K€ au cabinet PricewaterhouseCoopers).

Les honoraires versés au titre du commissariat aux comptes des FCP SWISSLIFE GESTION PRIVEE s'élèvent à 38 K€ HT.

### 12) Engagements et opérations avec les entreprises liées

En application du règlement 2010.05 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement du Comité de la réglementation comptable n° 91-01 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les dits éléments sont présentés dans les annexes suivantes au point 17.

#### C. – Périmètre de consolidation

Société	Capital (En milliers d'euros.)	Réserve et report à nouveau (En milliers d'euros.)	Résultat (En milliers d'euros.)	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
Swisslife Banque Privée	37 902	38 350	16 771	100 %	100 %	Société mère
Swisslife Gestion Privée	277	16 521	1 150	99,95 %	99,95 %	IG

## Notes annexes aux comptes consolidés

## Note 1. – Détail du portefeuille titres au 31 décembre 2018

Nature des titres / Destination (En milliers d'euros.)	Revenus fixes	Revenus variables	Total au 31/12/2018	Total au 31/12/2017
Titres reçus en pension livrée	-	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable			0	0
Obligations françaises cotées/Ets de crédit	0			
Obligations françaises cotées/Clientèle				
Créances rattachées				
Total créances à terme	0	0	0	0
Titres de transaction	105	0	105	4 140
OPCVM français de capitalisation				
OPCVM en devise étrangère		0	0	4 140
Actions françaises cotées		0	0	0
Actions étrangères cotées				
Obligations françaises	105		105	
Titres de placement	0	100 006	100 006	116 708
OPCVM monétaires français de capitalisation non cotés		99 997	99 997	116 677
OPCVM français diversifiés non cotés				
OPCVM actions non cotés		-		-
Actions étrangères cotées		53	53	53
(-) Provision pour dépréciation	-	-44	-44	-22
Obligations				
Titres de créances négociables				
Créances rattachées				
Titres d'investissement				
Titres de créances négociables				
Titres non cotés				
Coupons courus				
Total portefeuille titres	105	100 006	100 111	120 848

Rappelons que les OPCVM monétaires français sont choisis dans le strict respect de la politique des risques notamment en terme de capitalisation et de très faible volatilité. Les actions étrangères cotés sont constitué d'un warrant servant de couverture à un cap d'un montant nominal de 5 M€ accompagnant un portefeuille de crédit accordé à une catégorie de clients. S'agissant d'un warrant, cet instrument de couverture n'est pas considéré comme un dérivé.

## Note 2. – Valorisation des portefeuilles au 31 décembre 2018

Code ISIN	Titres	Quantité	Prix de revient	VL au 31/12/2018	Prix de revient (En euros)	Intérêts courus (En euros)
OPCVM						
Titres de placement						
Amundi Tresor Corp	(FR0010251660)	427,50	233 914,61	99 997 327,66	99 997 328	
Cap Warrant on Euribor 3 Months	(NL0010621165)	6 200,00	8,60	53 320,00	53 320	
Total OPCVM français de capitalisation					100 050 648	0

Code ISIN	Réévaluation / Provisions pour dépréciation (En euros)	Valeur au bilan (En euros)	Valorisation	Moins value latente (En euros)	Plus value latente (En euros)
OPCVM					
Titres de placement					
Amundi Tresor Corp		99 997 328	99 997 328	0	0
Cap Warrant on Euribor 3 Months	44 206	9 114	9 114	44 206	0
Total OPCVM français de capitalisation	44 206	100 006 442	100 006 442	44 206	0

Le CAP WARRANT d'une durée de 5 ans est en moins value du fait de la persistance de taux bas sur l'EURIBOR et de la perspective d'une remontée très progressive des taux d'ici l'échéance.

Note 3. – Echancier des créances au 31 décembre 2018

Nature (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2017
Caisse Banque Centrale CCP	424 394	424 394				465 181
Créances sur établissements de crédit						
A vue	115 132	115 132				125 673
A terme						
Créances rattachées						
Total créances établissements de crédit	115 132	115 132				125 673
Créances sur la clientèle						
Vis-à-vis de la clientèle non apparentée						
Prêts à taux fixe						3
Prêts à taux variable ou révisable	646 867	87 862	369 893	147 000	42 112	536 705
Autres comptes débiteurs sains	48 278	48 278				37 609
Créances douteuses						
Intérêts courus	470	470				362
Total créances clientèle	695 615	136 610	369 893	147 000	42 112	574 679
Titres à revenu variable						
Titres de transaction						4 140
Titres de placement	100 006	99 997		9		116 708
Total titres à revenu variable	100 006	99 997		9		120 848
Titres à revenu fixes						
Titres de transaction	105				105	
Total titres à revenu fixe	105				105	
Total	1 335 252	776 133	369 893	147 009	42 217	1 286 381

Les prêts, qu'ils soient à taux fixes ou à taux variables sont tous garantis par des contrats d'assurance vie ou des portefeuilles de valeurs mobilières liquides couvrant au minimum 100 % du prêt consenti. Durant l'exercice 2018, la banque a accordé pour 40,5 M€ de prêts garantis par des hypothèques. Par ailleurs, l'augmentation des autres comptes débiteurs provient d'un décalage temporaire sur la couverture d'un arbitrage réalisé sur des contrats d'assurance vie gérés. Le montant des créances est ici présenté pour leur valeur nette. La variation des provisions pour créances douteuses est présentée ci-dessous.

Note 3 bis. – Variation des provisions pour créances douteuses

	31/12/2017	Dotations	Reprises		31/12/2018
			Utilisées	Non utilisées	
Provision pour compte ordinaire	472	466	137	209	592
Provision pour prêts					
Immobilisations	472	466	137	209	592

## Note 4. – Echancier des dettes au 31 décembre 2018

Nature / Echéance (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2017
Dettes vis à vis d'Etablissements de crédit						
Lignes interbancaires à taux variable						
Intérêts courus						
Comptes ordinaires créditeurs	85	85				132
	85	85				132
Dettes vis à vis de la clientèle						
Comptes à régime spécial	23 197	23 197				19 898
Comptes ordinaires créditeurs	1 003 052	1 003 052				1 088 359
Comptes à terme	250 000	130 000	120 000			50 000
Autres dettes vis-à-vis de la clientèle	250	200	50			5
Intérêts courus	26	26				12
	1 276 525	1 026 449	120 050			1 158 274
Emissions de titres de créances négociables						
Vis à vis de sociétés apparentées						
Autres contreparties						0
Intérêts courus						
	0					0
Emprunts subordonnés						
Emprunt à terme						0
Intérêts courus						
	0					0
Total	1 276 610	1 026 534	120 050	0	0	1 158 406

Les comptes ordinaires créditeurs de 1 003 M€ représentent, pour l'essentiel, les comptes d'OPCVM gérés par le groupe, ainsi que des comptes ordinaires créditeurs et des comptes des sociétés du groupe.

L'augmentation des comptes à termes s'explique par la recherche de financements auprès d'institutionnels. Pour partie, ils remplacent des comptes ordinaires bloqués.

Les autres dettes vis à vis de la clientèle sont principalement constitués d'avis à tiers détenteur.

## Note 5.1. – Immobilisations incorporelles

Montants bruts	31/12/2017	Acquisitions	Cessions / Transferts	Autres variations	31/12/2018
Immobilisations incorporelles	13 685	1 897	1 231		14 352
Immobilisations en cours	1 779	2	1 779		2
Fonds de commerce	13 294				13 294
Portefeuille de clientèle	13 637				13 637
Ecart d'acquisition non amortissable	8 349				8 349
Immobilisations	50 743	1 899	3 009	0	49 633

Amortissements	31/12/2017	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2018
Immobilisations incorporelles	-9 610	-1 777	-1 228		-10 160
Immobilisations en cours	0				0
Portefeuille de clientèle	-5 456	-1 705	-287		-6 874
Amortissements	-15 066	-3 482	-1 515	0	-17 034
Montants nets	35 677				32 599

Le logiciel OneSumX (WKFS) a été mis en production au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018, ce qui explique le mouvement sur les immobilisations en cours.

Le critère retenu de comptabilisation des coûts de projet en immobilisation sont principalement les suivants :

- la dépense est directement affectable au projet ;
- elle est postérieure au lancement du projet et antérieure à la mise en service du logiciel ;
- elle n'est pas relative à de la formation ou de la documentation.



Le fonds de commerce est constitué par l'activité de banque privée apporté à SwissLife Banque en 2007. Celui-ci concourt au maintien et au développement de l'activité de banque privée.

Le portefeuille de clientèle Prigest est réputé d'une durée limitée conformément à l'article 3 du règlement ANC 2015-06. Il est amorti sur une durée de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

#### Note 5.2. – Immobilisations corporelles

Montants bruts	31/12/2017	Acquisitions	Cessions	Autres variations	31/12/2018
Immobilisations en cours	0	236			236
Œuvre d'art	244				244
Matériel informatique	2 912	226	1 191		1 948
Mobilier de bureau	847	304	519		632
Agencements installations	3 275	1 756	1 861		3 171
Matériel téléphonique	53				53
Matériel de transport	29		8		21
Immobilisations	7 360	2 522	3 578	0	6 304

  

Amortissements	31/12/2017	Acquisitions	Cessions	Autres variations	31/12/2018
Matériel informatique	-2 500	-279	-1 191		-1 589
Mobilier de bureau	-755	-35	-519		-271
Agencements et installations	-2 867	-132	-1 844		-1 155
Matériel téléphonique	-8	-11			-19
Matériel de transport	-30		-8		-22
Amortissements	-6 160	-457	-3 561	0	-3 056
Montants nets	1 291				3 249

Le projet « Vendôme » visant à rationaliser les locaux, les rénover et créer des open spaces dans le cadre du projet plus global du groupe SwissLife intitulé « Digital work place », a été lancé en début d'année et s'est achevé fin décembre. Ceci explique la mise au rebus d'immobilisations pour une valeur brute proche de 3,6 M€ et une valeur nette quasiment nulle. Celles-ci sont remplacées par des nouvelles immobilisations pour une valeur brute de 2,5 M€. Les immobilisations en cours représentent quelques éléments résiduels réceptionnés dans les premiers jours de 2019.

#### Note 6-1. – Détail des comptes « Autres actifs », « Autres passifs », et « Comptes de régularisation »

(En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Autres Actifs</b>	<b>30 884</b>		<b>20 034</b>	
Comptes sociétés de bourse	24 559		14 758	
Compte Euroclear et dépôt	0		0	
Dépôts et cautionnements	3 141		3 056	
Débiteurs divers	2 747		1 581	
Créances sur le Trésor	436		639	
<b>Autres Passifs</b>		<b>12 317</b>		<b>74 577</b>
Titres à revenus variables vendus		7		0
Sociétés de Bourse		6 080		67 855
Dépôt de la clientèle		136		23
Dettes sur le Trésor Public		596		542
Impôt sur les sociétés		250		1 418
Dettes organismes sociaux		1 230		1 023
Fournisseurs et comptes rattachés		1 141		595
Impôts différés passif		1 705		2 728
Autres dettes		1 172		393
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>15 914</b>	<b>23 034</b>	<b>21 922</b>	<b>28 652</b>
Charges payées d'avance	660		1 503	
Commissions à recevoir	14 390		18 041	
Comptes de suspens	175	175	424	423
Compte de régularisation divers	688	2 164	1 954	3 646
Provision congés payés				
Charges à payer		20 696		24 583

A compter de l'exercice 2015, les créances et dettes liées aux dépôts de garantie sur marchés à terme dont la banque n'est pas contrepartie ne sont plus comptabilisées. Ils figuraient précédemment à l'actif et au passif pour des montants identiques. Un dépôt de garantie figure toujours à l'actif pour les opérations de SRD de la clientèle particulière.

Les dépôts et cautionnements sont principalement liés aux dépôts de garantie des différents baux commerciaux, ainsi qu'un montant de 2 M€ versé par la banque à son sous-traitant en matière d'activité SRD.

Les impôts différés passifs sont liés aux amortissements du portefeuille de Prigest. Ils seront repris à raison de 33,33 % des amortissements pratiqués sur ce portefeuille.

Les autres dettes sont constituées de créances exigibles en attente de règlement.

Parmi les charges à payer figurent des charges liées au personnel pour 9,4 M€, des charges liées aux produits structurés pour 6 M€ dont 2,4 M€ seront payées au premier trimestre 2019.

Parmi les commissions à recevoir, ceux relatifs aux produits structurés représentent plus de 8,3 M€ dont plus de 4,5 M€ seront facturés au premier trimestre 2019.

Parmi les débiteurs divers, on note une créance liée à une réclamation auprès de l'IRS pour compte de tiers, à hauteur de 810 K€.

#### Note 6-2. – Variation des impôts différés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Actif	479	0	113	366
Différé de déduction des bonus provisionnés	477		113	364
Autres impôts différés actifs	2			2
Passif	2 730	0	1 025	1 705
Impôt différé passif lié au goodwill	2 730		1 025	1 705

L'impôt différé sur l'amortissement du portefeuille Prigest a été ajusté selon le taux d'impôt sur les sociétés connu à échéance 2023. Ainsi, le taux utilisé pour ces impôts différés passifs est de 25,83 % contre 33,33 % en 2017. La variation liée à ce changement de taux est de 568 K€.

L'impôt différé actif lié aux différences temporaires a été calculé avec le taux d'impôt applicable en 2019, soit 32 %.

#### Note 7. – Opérations avec le groupe

(En milliers d'euros.)	31/12/2018		31/12/2017	
	Amont	Aval	Amont	Aval
Actif	1	265	9 778	0
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	1	265	9 778	0
Dépôts de garantie versés	0	0	0	0
Passif	685 889	66 628	717 228	77 817
Dettes envers les établissements de crédit		0		0
Comptes créditeurs de la clientèle	685 889	66 628	717 228	77 817
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Hors bilan	189	0	189	0
Engagement de garantie donné	189	0	189	0

Amont : Société mère et sociétés apparentées.

Aval : Filiales et participations.

Les comptes créditeurs de la clientèle comprennent 120 M€ de comptes à terme et compte bloqué à 32 jours. L'essentiel du solde des comptes créditeurs à vue est constitué par les OPCVM de SLAM.

## Note 8. – Provision pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotation	Reprises		Autres variations	31/12/2018
			Utilisées	Non utilisées		
Provision pour risque juridique						
Provision risque clientèle	390	0			2	392
Frais liés à la réglementation	0	150				150
Provision pour litiges sociaux	60	325	85			300
Autres provisions pour risques et charges	181					181
Total provision pour risques et charges déductibles	632	475	85	0	2	1 024
Indemnités de fin de carrière	627	58		4		681
Total provision pour risques et charges non déductible	627	58	0	4	0	681
Provisions pour risques et charges	1 259	533	85	4	2	1 705

Les principaux paramètres retenus pour le calcul de l'engagement retraite sont les suivants :

- taux d'actualisation 1,6509 % ;
- taux d'inflation 2,5 % ;
- type de départ à la retraite 100 % départ volontaire ;
- âge de fin de carrière : cadres entre 62 et 64 ans, non cadres 62 ans (selon année de naissance).

## Note 9. – Bilan en devises et contrevaletur euros

Solde en contrevaletur des postes du bilan en devise		31/12/2018	31/12/2017
Actif			
Liquidités		44 557,1	44 302,2
Crédits et découverts		2,5	0,5
Titres de transaction		0,0	4 005,4
Autres actifs		204,7	118,1
Position de change		0,2	2,4
Total actif		44 764,5	48 428,6
Passif			
Liquidités		0,0	2,1
Comptes créditeurs de la clientèle		44 209,1	44 217,6
Autres passifs		555,5	46,2
Position de change		0,0	4 162,7
Total passif		44 764,5	48 428,6

## Note 9 bis. – Tableau de passage des Fonds Propres sociaux aux fonds propres consolidés 2018

(En milliers d'euros.)	SLB	SLGP	Cumul	Elimination des titres	Autres variations	Fonds propres consolidés
Capital social	37 902	277	38 179	-277		37 902
Prime d'émission d'actions	19 835	7 029	26 864	-7 029		19 835
Quote part de situation nette (réserve)						
Dividende						
Réserve sociales	8 230	28	8 258	-8 258		0
Réserve consolidé				46 124	-5 993	40 131
Report à nouveau	10 285	9 464	19 749	-19 749		0
Résultat	16 771	1 150	17 921		-11 664	6 257
Sous-total capitaux propres	93 023	17 948	110 971	10 811	-17 657	104 125
Titres de participation	10 811		10 811	-10 811		0
Ecart d'acquisition (Fonds de commerce)						0
Fonds propres nets	103 834	17 948	121 782	0	-17 657	104 125

En application du plan comptable général relatif aux comptes consolidés, l'écart d'acquisition négatif a été repris en totalité au compte de résultat sur l'exercice 2007 pour compenser la faiblesse attendue et constatée du résultat sur les quatre derniers mois de l'exercice.

Les autres variations en réserve concernent le retraitement de l'écart d'acquisition de Prigest modifié en social lors de la transmission universelle de patrimoine de Prigest à SLGP. L'écart d'acquisition déterminé lors de la prise de contrôle de Prigest en 2013 par SLBP était de 17 439 K€. Après cession de Prigest par SLBP à SLGP et transmission universelle de patrimoine, le fonds de commerce de Prigest dans les comptes de SLGP n'apparaissait plus que pour 14 298 K€. A l'inverse, il est réintégré dans les réserves consolidées le montant des dividendes versés par SLGP à la banque, soit 12 915 K€. Le report des impôts différés nets passifs est de 2 251 K€.

Les autres variations en résultat s'expliquent par l'élimination des dividendes SLGP perçus par la banque, soit 12 915 K€, la réduction de la dotation aux amortissements du portefeuille Prigest (1,7 M€ en social contre 1,4 M€ en conso), ainsi qu'un net d'impôt différé de 0,9 M€ :

- actif de -114 K€ relatif à la variation du décalage temporaire de déductibilité de certaines charges à payer ;
- passif de -1025 K€ relatif à l'amortissement du portefeuille de clientèle Prigest dont 586 K€ lié au changement de taux.

Note 9 ter. – Tableau de passage des Fonds Propres sociaux aux fonds propres consolidés

(En milliers d'euros.)	Fonds propres consolidés 2017	Affectation résultat	Augmentation de capital	Résultat de sociétés consolidées	Autres variations	Fonds propres consolidés 2018
Capital social	37 902					37 902
Prime d'émission d'actions	19 835					19 835
Réserve consolidé	36 019	8 311			-4 200	40 130
Résultat	8 311	-8 311		6 257		6 257
Total	102 067	0	0	6 257	-4 200	104 124

Le capital social est composé de 2 368 880 actions ordinaires. Ainsi, le résultat consolidé par action est de 2,6 €.

Les autres variations sont composées de la distribution de dividendes aux actionnaires pour 4,2 M€.

Note 10. – PNB consolidé 2017-2018

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Produits bruts d'intérêts	11 352	10 260
Charges d'intérêts	-2 211	-2 836
Revenu des titres à revenu variable	8	-7
Commissions (produits)	73 627	80 709
Commissions (charges)	-32 436	-34 769
Gains nets sur opérations de négociations	122	26
Gains nets sur opérations de portefeuilles de placement	-996	-652
Autres produits d'exploitation bancaire	1 998	3 277
Total produit net bancaire	51 463	56 007

L'augmentation de la marge d'intérêts est liée à celle de l'encours de crédits (+110 M€) avec une marge ne baissant que légèrement. A l'inverse, la baisse des taux définitivement situés en territoire négatif a sensiblement fait baisser le produit des placements des soldes créditeurs de la clientèle.

La baisse des commissions nettes est liée à la baisse du marché actions au second semestre 2018, provoquant une réduction des émissions en produits structurés de 3 M€ (-23 %) et des commissions associées. Le courtage baisse quant à lui de 0,8 M€ (-11 %) malgré une activité d'intermédiation soutenue. Les commissions sur OPCVM SLGP ont augmenté de 22 % par rapport à 2017, notamment grâce à la collecte sur les FCP de la gamme Azur. Les commissions de gestion et de conseil diminuent de 33 % par rapport à 2017, du fait d'une part de la décollecte et d'autre part de marchés difficiles ayant entraîné des performances négatives sur les marchés actions. Enfin, les commissions de Corporate Finance et IPO baissent de 0,5 M€.

Les autres produits d'exploitation bancaires sont liés à l'activité de dépositaire d'OPCVM. L'alignement sur les conditions des marchés du tarif de conservation des OPCVM du groupe explique en grande partie la baisse de 1,2 M€ des produits de conservation.

## Note 10 bis. – Information sectorielle

SwissLife Banque Privée et sa filiale SwissLife Gestion Privée réalisent plus de 90 % de leurs opérations et de leurs revenus avec une clientèle résidente. Sa seule représentation commerciale est située au siège social à Paris. La banque ne porte pas de risques de change que de façon très accessoire ou très occasionnelle. Dès lors, les critères qui pourraient être retenus pour une information sectorielle (zone géographique, exposition à un éventuel risque sur une ou plusieurs devises ...) ne permettraient pas de donner une information significative et efficiente sur l'activité de la banque et de sa filiale.

## Note 11. – Détail des charges générales d'exploitation

	31/12/2018	31/12/2017
Charges de personnel	23 058	26 452
Charges administratives	14 699	13 834
Impôts et taxes	1 095	1 160
Autres produits nets d'exploitation	24	-12
Frais généraux refacturés et transferts de charges	-551	-563
Amortissements et provisions sur immobilisations	3 599	3 461
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>41 924</b>	<b>44 332</b>

Les charges de personnel qui baissent de 3,3 M€ en raison principalement : des salaires fixes légèrement inférieurs à ceux de 2017, d'une baisse des bonus de 15 % concentrées sur les fonctions avenantées, d'une baisse de la participation de 29 % malgré une participation exceptionnelle de 200 K€ et de la baisse du coût des indemnités élevées en 2017.

Les charges externes progressent de 0,7 M€, en raison d'une hausse de 0,4 M€ des cotisations (Fonds de Résolution Unique), d'une augmentation des frais d'avocats et de conseils (+0,3 M€), d'une hausse du coût du personnel détaché (+0,2 M€) à mettre en rapport avec la baisse des charges de personnel et à l'inverse d'une baisse des coûts de projet pour 0,3 M€.

La baisse des impôts et taxes est en relation avec la baisse du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée.

Les amortissements augmentent légèrement (+0,1 M€) avec la mise en production du logiciel de reporting réglementaire au Q4 2018. Rappelons que le portefeuille de la clientèle issue de la société Prigest est amorti sur 10 ans soit une charge de 1,3 M€.

## Note 12. – Détail des charges de personnel

	31/12/2018	31/12/2017
Salaires	13 239	14 716
Participation des salariés y compris abondement et participation exceptionnelle	469	577
Intéressement	326	499
Charges sociales (y compris charge sur participation et intéressement)	6 333	8 056
Dont charges de retraites	1 461	1 412
Charges fiscales	2 055	1 555
Dotations/Reprises nettes sur provisions pour risques et charges	465	39
Indemnités diverses	170	1 009
	<b>23 058</b>	<b>26 452</b>

En application du règlement ANC 2014-07, les provisions pour risques et charges à caractère social ainsi que les indemnités exceptionnelles sont intégrées au poste "Frais de personnel". Les provisions et indemnités pour congés payés, CET, RTT sont incluses dans la rubrique "salaires".

Les charges sociales et fiscales sont à intégrer dans une analyse commune. La baisse des salaires inclut la baisse des bonus provisionnés, soit 800 K€. La baisse de l'ensemble charges sociales et fiscales s'explique par cette des salaires et de la participation.

La dotation nette s'explique essentiellement par les suites d'un contrôle URSSAF intervenu au Q4 2018.

## Note 13. – Statut du personnel

	Hommes	Femmes	Total 2018	Total 2017
Cadres	82	39	121	116
Non cadres	15	32	47	43
Total	97	71	168	159

Les effectifs sont ici ventilés en nombre de personnes et non en équivalent temps plein. Selon cette dernière méthode les effectifs seraient de 155.

## Note 14. – Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux

L'information concernant la rémunération des dirigeants et mandataires sociaux n'est pas communiquée dans la mesure où elle conduirait à donner des informations individuelles. Néanmoins, il est à noter que le Directeur Général est salarié de la SwissLife France, et est refacturé pour toute sa rémunération à SwissLife Banque Privée.

## Note 15. – Détail du coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Perte sur créances irrécouvrables et sur litiges avec la clientèle	136	16
Dotation nette aux provisions pour créances douteuses		
Dotation nette aux provisions pour risques et charges		129
Reprise de provision pour créances douteuses	120	35
Reprise nette de provision pour risques et charges		
Coût du risque	256	180

Les débiteurs irréguliers sont classés en créances douteuses au-delà de 90 jours, et font l'objet d'une dotation dès lors où le risque d'irrécouvrabilité est avéré. La dotation nette aux créances douteuses se décompose en 466 K€ de dotation et 346 K€ de reprise, parmi lesquelles 147 K€ ont été utilisées.

## Note 16. – Impôts sur les sociétés

(En milliers d'euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Résultat consolidé avant IS	9 280	11 518
Résultat d'intégration fiscale	10 810	10 763
IS théorique	3 703	3 687
IS comptabilisé	3 023	3 206

L'écart entre le résultat consolidé avant IS et le résultat d'intégration fiscale provient principalement de deux éléments. L'amortissement du portefeuille Prigest diminue le résultat consolidé, mais n'a pas d'impact dans le résultat d'intégration fiscale s'agissant d'une écriture de consolidation.

SLBP et sa filiale SLGP ont considéré que les provisions pour bonus étaient estimées avec suffisamment de précision pour ne pas avoir à être réintégrées conformément à l'article 39 du CGI.

Les différences temporaires qui subsistent entre résultat comptable et résultat fiscal sont neutralisées par le jeu des impôts différés. Au 31 décembre 2018, les impôts différés actifs ont vu leur stock diminuer de 114 K€, ramenant le stock d'impôt différé actif à 366 K€.

## Note 16 bis. – Tableau de passage IS théorique / IS comptabilisé

(En milliers d'euros.)	31/12/2018
IS théorique	3 703
IDP sur amortissement du portefeuille Prigest	-341
IDA sur décalage temporaire	114
Changement de taux IDP	-586
Crédit d'impôt et régularisations diverses	133
IS comptabilisé	3 023

## Note 17. – Détail des opérations avec les parties liées (article 2 du règlement n° 2010-04)

**Note 17-1. – Liste des transactions conclues avec les parties liées**

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions en produit (En milliers d'euros.)		Montant des transactions en charge (En milliers d'euros.)	
		Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2017
SwissLife Assurance et Patrimoine	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	3 814	3 584		
SwissLife Prévoyance et Santé	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	139	139		
SwissLife Assurance de Biens	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	123	124		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Commissions de mouvement	2 109	1 899		
SwissLife Prévoyance et Santé	Commissions de mouvement	205	86		
SwissLife Assurance de Biens	Commissions de mouvement	135	27		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocession de commissions d'assurance	2 629	1 982		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Refacturation ingénierie patrimoniale	0	150		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocessions de produits structurés			23 699	25 758

**Note 17-2. – Liste des opérations non inscrites au bilan**

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées avec la partie liée (En milliers d'euros.)		Autres informations
		Exercice 2018	Exercice 2017	
Ma Santé Facile	ORIAS	150	150	
Ma Santé Facile	Garantie de Loyer	9	9	
Agami	Garantie de Loyer	30	30	

**IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SwissLife Banque Privée relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## Fondement de l'opinion

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## Valorisation des fonds de commerce

### **Risque identifié**

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits dans les comptes consolidés de SLBP tels que mentionnés au paragraphe 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés de SLBP. Ils sont comptabilisés au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'usage.

La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation de flux futurs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque fonds de commerce.

La valorisation des fonds de commerce historiques est largement supérieure à leur valeur nette comptable et une dégradation des hypothèses de calcul ne serait pas de nature à entraîner une dépréciation de ces actifs.

Compte tenu de la sensibilité des modèles utilisés aux variations de données et des hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations, nous avons considéré l'évaluation du seul fonds de commerce Prigest comme un point clé de notre audit.

Au regard du faible écart entre la valeur d'utilité et la valeur comptable, des performances passées ou de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Direction, nous avons porté une attention particulière aux tests réalisés sur l'évaluation de la valeur d'utilité du fonds de commerce Prigest au 31 décembre 2018.

Le test de dépréciation réalisé en 2018, basé sur une méthode d'évaluation DCF, n'a pas conduit la société à passer de provision pour dépréciation complémentaire.

### **Procédures mises en œuvre face au risque identifié**

Nos travaux ont consisté

- à apprécier la justification des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés (hypothèses retenues par la Direction) pour déterminer les valeurs d'utilité ;
- à tester l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société.

Nous avons pris connaissance des valorisations mises en place par SLBP pour identifier d'éventuels indices de perte de valeur et mesurer le besoin de dépréciation.

Les calculs ont été testés et les principales hypothèses (taux d'actualisation, taux de croissance ...) discutées et mises en perspective au vu d'informations obtenues par ailleurs.



Les trajectoires financières préparées par la Direction de SLBP utilisées dans le modèle ont été examinées pour :

- contrôler qu'elles ont été approuvées par les organes compétents (conseil d'administration) de l'entité et du groupe SLBP ;
  - apprécier les principales hypothèses sous-jacentes. Ces hypothèses ont été notamment appréciées au regard des trajectoires financières élaborées au cours des exercices passés et des performances effectivement réalisées ;
  - effectuer des analyses de sensibilité à certaines hypothèses (montant des actifs sous gestion et taux de croissance).
- Enfin, nous avons examiné les informations relatives aux fonds de commerce publiées en annexe.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux nonnes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

##### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Suisse - Banque (France) (devenue en 2008 SwissLife Banque Privée) par l'Assemblée Générale du 31 mars 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par les statuts constitutifs du 12 juillet 1991 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2018, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 16<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la 28<sup>ème</sup> année, soit la 3<sup>ème</sup> année pour les deux cabinets depuis que la société soit entrée dans le périmètre des EIP tel que défini par les textes européens.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

##### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### ***Rapport au comité d'audit***

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle-interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 7 mai 2019  
Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Christine BILLY

RSM Paris  
Sébastien MARTINEAU

### **V. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.